

**Appel à Projets Internes de la
Fédération de Recherche (FR) Agor@nTIC,
Culture, Patrimoines et Sociétés Numériques**

CIVIDEN

Culture cIVique et Démocratie Numérique

Porteur du projet : Jessica Sainty, MCF, Science politique, EA 3788 LBNC

Courriel : jessica.sainty@univ-avignon.fr

Co-porteurs :

Romain Louvet (Doctorant, UMR ESPACE 7300, UAPV)

Eric San Juan (MCF, Informatique, LIA, Avignon, SFR Agor@ntic)

Didier Josselin (DR, CNRS, UMR ESPACE 7300, Géographie, SFR Agor@ntic)

*Christèle Marchand-Lagier (MCF, Science politique, EA 3788 LBNC, chercheur associé au CHERPA-
Science-po Aix)*

Sommaire

1.	Présentation scientifique du projet CIVIDEN.....	2
a.	Contexte scientifique et caractère innovant.....	2
b.	Objectifs du projet.....	3
c.	Interdisciplinarité et positionnement dans Agor@nTIC.....	5
2.	Les partenariats internes et externes du projet CIVIDEN.....	6
3.	Budget prévisionnel du projet CIVIDEN en 2016.....	6
4.	Références bibliographiques.....	7

1. Présentation scientifique du projet CIVIDEN

a. Contexte scientifique et caractère innovant

Au croisement des travaux de géographie électorale (Guillorel, 1989 ; Jadot *et al.*, 2010) qui s'efforcent de replacer les comportements électoraux dans leurs contextes spatiaux et des travaux contemporains de science politique qui croisent les entrées méthodologiques pour contrôler les biais inhérents aux enquêtes déclaratives (Braconnier, Dormagen, 2007 ; Braconnier, Mayer, 2015), le présent projet de recherche propose de s'atteler à une analyse des conditions locales de fabrique de la participation politique, témoignant d'une forme de culture civique et de son corollaire l'abstention politique. Si l'abstention est un phénomène politique étudié de longue date (Lancelot, 1968), classiquement interprété comme la marque d'une faible intégration sociale (*idem*), ou d'une défaillance en termes de compétence politique (Converse, 1964), ou encore d'un processus de mise en retrait volontaire de la vie politique de la part des électeurs les moins dotés en capitaux sociaux (Gaxie, 1978), il s'agit ici, dans le cadre du renouveau des analyses contextuelles en sociologie électorale (Braconnier, 2010), d'étudier les ressorts des mécanismes poussant les citoyens à choisir de s'abstenir, à partir de leur environnement géographique et social. L'ambition du projet est donc de rechercher des éléments de compréhension de la diffusion différentielle sur le territoire de la culture civique – qui peut être définie comme l'attention portée aux échéances politiques, les discussions politiques, la participation électorale, la capacité à se projeter dans un espace délimité pour s'y exprimer ou agir – en étant particulièrement attentifs au rôle des phénomènes de désaffiliation sociale, de ségrégation spatiale (Jardin, 2014), d'isolement dans les pratiques citoyennes et civiques (Buton *et al.*, 2012).

Plus que d'une appréhension de l'environnement des citoyens sous la forme des voisinages (Cox, 1968) ou des lieux de résidence (Butler, Stokes, 1974), il s'agit d'essayer de prendre en considération les « portefeuilles spatiaux » (Lévy, 2007) des individus, de façon à reconstruire les espaces qu'ils « pratiquent » (De Certeau, 1990). Ainsi, la reconstruction des espaces pratiqués par les individus repose sur la confrontation entre des espaces institutionnels, objectivables (commune, quartier, bureau de vote, IRIS, etc.), et des espaces pratiqués, plus subjectifs (réseau de sociabilité amical, familial ou professionnel, investissement associatif, participation à des activités sportives, sociales ou culturelles, etc.), avec l'objectif de repérer les espaces qui font sens, individuellement ou collectivement. Ce repérage passe par l'analyse des superpositions, croisements, hiérarchisations entre ces différents types d'espace qu'opèrent les individus (Josselin *et al.*, 2000).

Une question sous-jacente à l'analyse des repérages des effets des espaces pratiqués par les individus sur les comportements et opinions politiques est celle de l'effet de la « distance » sur ces mêmes comportements¹. La distance peut être envisagée sous plusieurs angles : métrique, sociale, perçue ; qui conduisent à interroger les liens entre la qualité de l'inscription des électeurs dans un bureau de vote², la distance entre leur domicile et le bureau de vote, les différents types

¹ Des travaux ont déjà cherché à expliciter le lien entre la distance à la ville-centre et vote en faveur du Front national (Ravenel *et al.*, 2003).

² La mal inscription des électeurs, c'est-à-dire le fait qu'ils soient inscrits dans un bureau de vote qui n'est pas celui de leur lieu de résidence principale, a été identifiée comme une des explications de l'abstention, particulièrement

de lieux auxquels un électeur doit se confronter pour accéder au bureau de vote. Comment mesurer et qualifier les effets des différentes distances sur la participation électorale des individus ?

Ainsi, l'objectif du projet CIVIDEN est de mettre en place les conditions d'exploitation d'une base de données longitudinale permettant de construire, à l'échelle du bureau de vote, un suivi local de la participation et des résultats électoraux aux différentes élections. L'intérêt d'un tel outil est double. Il s'agit d'une part de profiter des avancées en matière de technologies d'information cartographique pour combler un vide dans les analyses électorales, qui disposent de peu de bases de données centralisant les informations électorales, sociodémographiques, économiques et géographiques (Sainty, 2012). D'autre part, nous cherchons également à poser les bases d'un dialogue pérenne entre politistes et géographes en matière d'étude des effets des espaces sur les comportements politiques individuels, notamment de façon à partager nos cadres d'analyses sur des objets qui nous sont communs, sans toutefois faire consensus non plus (Gombin, Rivière, 2014 ; Sainty, 2014).

b. Objectifs du projet

Le premier objectif serait de pouvoir établir une carte des correspondances entre les informations sociodémographiques et électorales : en effet, nous savons, grâce aux outils de cartographie des limites des BV développés par notre équipe de recherche lors de précédentes collaborations, qu'il n'existe pas forcément de correspondance entre les IRIS de l'INSEE et les bureaux de vote découpés, de façon autonome par chaque mairie. Il faut prendre en considération par ailleurs le fait que le découpage des bureaux de vote a été modifié une fois de plus avant les élections départementales du printemps 2015. Les travaux menés actuellement par Romain Louvet³ dans le cadre de sa thèse « *Échelles et entités spatiales pertinentes en géographie. Réflexion épistémologique et propositions méthodologiques* » visent à proposer des outils ré-exploitable fondées sur différentes méthodes d'interpolation surfacique des données sociales et économiques des IRIS, vers les données électorales des bureaux de vote. Ce travail a pour objectif, partant de la méthode proposée par l'ANR Cartelec (Beauguitte, Colange, 2013), de fournir une méthode d'évaluation de la qualité de l'interpolation afin de comparer plusieurs techniques, et en particulier mesure l'apport de l'utilisation de données intermédiaires (carroyage INSEE, occupation du sol, etc.) aisément exploitables et disponibles. Dans la continuité des travaux précédents sur la mal inscription (projet ABSTER), il s'agit également d'apporter une réflexion sur la pertinence du bureau de vote comme unité d'analyse au vu de la qualité des résultats d'interpolation, et de proposer une méthode d'agrégation des bureaux de vote pour limiter le décalage avec les IRIS (Leidner, Lieberman, 2011).

Le deuxième objectif est de fonder une démarche méthodologique qui repose autant sur des techniques d'enquête quantitative et qualitative, avec l'idée de faire dialoguer différents jeux de données quantitatives et qualitatives dans le cadre du même projet de recherche. Cette ambition, si elle fait souvent l'objet de vœux pieux, est rarement mise en œuvre dans les SHS,

déterminante pour la participation des classes populaires (Braconnier *et al.*, 2007).

³ Doctorant en géographie à l'UMR 7300 ESPACE, équipe d'Avignon, et à l'Université de Tasmanie, département Geography and Spatial Sciences.

encore trop segmentées entre ces deux approches : il s'agirait ici donc de travailler réellement à leur articulation, en partant d'un travail coordonné entre spécialistes de chaque domaine pour produire ensuite collectivement les résultats d'enquête – formule qui a déjà fait ses preuves avec le projet ABSTER. Ainsi, pour réussir à comprendre et analyser les « espaces pratiqués » par les individus, l'enquête empirique reposera sur le croisement de données de plusieurs types :

- des données agrégées à un niveau fin (bureau de vote, IRIS de l'INSEE) ;
- des données quantitatives (questionnaires individuels administrés à la sortie des urnes les jours de scrutin) ;
- des données qualitatives (entretiens individuels et collectifs semi-directifs, données textuelles collectées sur les réseaux sociaux).

Par ailleurs, travailler sur un suivi des élections au niveau local implique de sélectionner des territoires précisément définis et sur lesquels il sera possible de collecter les informations nécessaires. Pour le moment, il est certain que nous continuerons à travailler sur la commune d'Avignon de façon à approfondir les premiers résultats d'ABSTER, mais nous envisageons également d'ajouter un ou deux autres points d'observation supplémentaires à notre enquête. Ainsi, trois autres villes du département du Vaucluse (Carpentras, Orange et Cavaillon) ont retenu notre attention ; nous en sélectionnerons ensuite une ou deux en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques, géographiques ou politiques et des points de comparaison qu'elles pourront constituer entre elles.

En effet, les villes petites et moyennes du Vaucluse cumulent une situation économique difficile et une précarité sociale importante de la population. Ainsi, dans les quatre villes repérées actuellement, le taux de chômage moyen est supérieur de 10 points à la moyenne nationale, affectant particulièrement les jeunes de 15 à 25 ans. Le taux de pauvreté de la population est supérieur de 10 à 15 points à la moyenne nationale, tout comme la part des ménages fiscaux imposés est inférieure de 10 à 15 points à la moyenne nationale, et les ménages sont moins souvent propriétaires de leur résidence principale. De plus, les groupes socioprofessionnels « ouvriers » et « employés » sont surreprésentés au sein de la population active par rapport aux moyennes nationales, avec pour corollaire une sous-représentation du groupe « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Par ailleurs, la part de la population diplômée de l'enseignement supérieur est, sauf à Avignon, inférieure environ de 5 points à la moyenne nationale. Ces différents indicateurs traduisent ainsi une plus grande vulnérabilité socio-économique de la population, souvent déterminante dans la démobilisation politique⁴.

D'un point de vue politique, le Vaucluse se caractérise par une tendance des électeurs, depuis une vingtaine d'années, à voter de façon nettement supérieure aux moyennes nationales pour les candidats et les listes présentés par l'extrême-droite. Ainsi, le Vaucluse compte actuellement une députée Front national (FN) (Marion Maréchal-Le Pen) pour la 3ème circonscription du Vaucluse, un maire FN (Joris Hébrard) dans la deuxième commune de l'agglomération avignonnaise, mais aussi le député-maire d'Orange depuis 1995 (Jacques Bompard), ancien cadre du FN, momentanément rallié au Mouvement pour la France (MPF) qu'il quitte pour fonder de la Ligue du Sud en 2010. Pour ne citer qu'un exemple, lors de l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen a obtenu des scores supérieurs de 10 à 13 points à sa

⁴ Données tirées du recensement de la population de 2012, effectué par l'INSEE.

moyenne nationale à Carpentras, Cavaillon et Orange et supérieur de 3 points à Avignon⁵. Lors des départementales 2015, le FN rassemble près de 90 000 voix sur le département du Vaucluse contre un peu plus de 60 000 pour l'ensemble des forces de gauche et seulement 45 000 pour l'ensemble des forces de droite.

c. Interdisciplinarité et positionnement dans la FR Agor@nTIC

Le projet CIVIDEN (Culture cIVique et Démocratie Numérique) s'inscrit de manière cohérente dans les collaborations interdisciplinaires entre géographes, informaticiens et politistes engagées depuis plusieurs années maintenant à l'Université d'Avignon dans le cadre de la fédération de recherche (FR) Agor@nTIC, et fait notamment suite à des coopérations initiées dans le cadre du programme ABSTER (Les configurations socio-spatiales de l'abstention. Analyse située, pluridisciplinaire et expérimentale d'un secteur de vote à Avignon) porté par Christèle Marchand-Lagier en 2013⁶. Ce programme ABSTER a ouvert trois chantiers de recherche, dont les résultats seront confortés et approfondis par le projet CIVIDEN :

- l'extraction automatique des géométries des bureaux de vote à partir de textes juridiques ou autres sources exploitables telles que les listes électorales ;
- la mise en œuvre d'outils de test et de contrôle d'agrégation et de désagrégation spatiale ;
- la mise en œuvre d'un script sous R Studio permettant l'exploitation des données sociales et électorales.

À ce niveau, l'apport de CIVIDEN concernera essentiellement les deux derniers points, puisqu'il s'agit, d'une part, de quantifier l'(in)adéquation des découpages des bureaux de vote aux pratiques et aux appropriations des territoires, d'autre part, de chercher à construire des découpages optimaux, qui maximisent cette adéquation, sur la base de l'étude des flux de votants et des pratiques des territoires.

Enfin, ce projet de recherche permettra également de contribuer à des programmes de collecte de données *open source*, du type Open Street Map (OSM), qui participent largement de la démocratisation de l'accès à une information libre pour les citoyens.

Le projet CiViDeN se positionne donc au croisement des axes 3 « Patrimoine, territoires et politiques publiques » et 5 « Accès au savoir, éthique et méthodologies » de la structure fédérative de recherche Agor@nTIC. En effet, deux enjeux sont centraux dans notre projet : d'abord, un questionnement lié à la compréhension des territoires politiques, que sont les bureaux de vote en tant qu'espace électoral et espace dans d'opérationnalisation de politiques publiques. Ensuite, nous partageons également une problématique méthodologique forte autour de la conception d'outils partagés entre la géographie et la science politique, basées sur l'utilisation de données publiques (périmètres des bureaux de vote, résultats électoraux, découpage socio-démographiques, etc.) et la contribution à des bases de données ouvertes.

⁵ Données tirées des résultats électoraux diffusés par le Ministère de l'Intérieur.

⁶ Le projet ABSTER a donné lieu à plusieurs communications, dont seront issues des publications en cours de rédaction (Bernard, 2014 ; Yahiaoui *et al.*, 2014 ; Louvet, Marchand-Lagier, 2015 ; Yahiaoui *et al.*, 2015).

2. Les partenariats internes et externes du projet CIVIDEN

Le projet CIVIDEN implique au sein de l'Université d'Avignon les laboratoires suivants :

- le LBNC-UAPV, en science politique, pour les connaissances sur les pratiques de vote et les méthodes qualitatives de l'analyse sociologique des comportements politiques ;
- l'UMR ESPACE, en géographie, pour les apports en modélisation, cartographie et analyse des données socio-géographiques ;
- le LIA, en informatique, pour sa maîtrise des outils computationnels et des méthodes d'inférence statistique (*via* R notamment).

De plus, à moyen et long terme, le projet entend poser les bases d'un outil qui permette de compiler et d'analyser de manière fine, à l'échelle du bureau de vote, les évolutions politiques du territoire d'enquête. L'objectif est donc de positionner les équipes de recherches avignonnaises sur le terrain de l'expertise territorialisée des comportements électoraux et abstentionniste en PACA.

Ce projet se double par ailleurs d'une collaboration nationale qui a donné lieu au dépôt du pré-projet ANR ALQAV (Analyse localisée et qualitative du vote et de l'abstention), le 15 octobre 2015, auquel participe Christèle Marchand-Lagier en tant que chercheure associée au laboratoire Croyances, Histoire, Espaces, Régulation politique et administrative (CHERPA – Sciences Po Aix-en-Provence). Outre le CHERPA, ce projet est porté par des chercheurs appartenant à 4 autres laboratoires : l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO-UMR 7170), rattaché à l'Université Paris Dauphine/PSL, le Centre Européen de sociologie et de science politique (CESSP-UMR 8209), rattaché à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, le Centre de Recherches Sociologiques et Politiques de Paris (CRESPPA -UMR 7217), rattaché aux Universités Paris 8 et Paris Ouest Nanterre, et enfin, le Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie (CURAPP-UMR 7319), rattaché à l'Université de Picardie.

L'objectif de cette réponse déposée à l'AAP de l'ANR 2015, combinée au projet CIVIDEN, est de pouvoir disposer de coopérations de travail bien ancrées, d'une première expérience de constitution de cette base de données électorales et socio-démographiques, ainsi que des outils géographiques et informatiques permettant leur exploitation, en vue de la session électorale de 2017, qui combine élection présidentielle et élections législatives, à l'occasion de laquelle nous souhaitons répondre à un appel à projet de type ANR, ANR jeunes chercheurs ou Projet européen Horizon 2020.

3. Budget prévisionnel du projet CIVIDEN en 2016

Dépenses prévisionnelles (€)		Financements sollicités (€)	
Frais de personnel (rémunération de stagiaires)	2 000	FR Agorantic	8 000
Conférences et séminaires	2 500	LBNC	1 000
Achat de matériel informatique	2 000		
Frais de terrain	1 000		
Traduction d'un article	1 500		
Total	9 000	Total	9000

4. Références bibliographiques

- BEAUGUITTE Laurent, COLANGE Céline, 2013, « Cartelec - Analyser les comportements électoraux à l'échelle du bureau de vote », Mémoire scientifique de l'ANR Cartelec, Agence nationale de la recherche.
- BERNARD Laura, 2014, *Mal-inscription électorale. Pistes pour mesurer son ampleur et comprendre ses effets sur la participation aux élections*, Mémoire de Master 1 Géographie, Université d'Avignon.
- BRACONNIER Céline, 2010, *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes. Bilan et perspectives*, Paris, Lextenso Editions - LEJEP.
- BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, 2007, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- BRACONNIER Céline, DORMAGEN Jean-Yves, VERRIER Benoît, 2007, *Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes. Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales*, Rapport pour le Centre d'analyse stratégique – La Documentation française, n°11.
- BRACONNIER Céline, MAYER Nonna, 2015, *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BUTLER David, STOKES Donald, 1974, *Political Change in Britain : the Evolution of Electoral Choice*, London, MacMillan.
- BUTON François *et al.*, 2012, « The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982–2007) », *Electoral Studies*, 14 (1).
- CERTEAU Michel (de), 1990, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard.
- CONVERSE Philip, 1964, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics. », in D. APTER (ed.), *Ideology and Discontent*, New-York, Free Press, p. 206-261.
- COX Kévin, 1968, « Suburbia and Voting Behavior in the London Metropolitan Area », *Annals of the Association of American Geographers*, vol.58, n°1, p.111-127.
- GAXIE Daniel, 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris: Editions du Seuil.
- GOMBIN Joël, RIVIERE Jean, 2014, « Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ? », *L'Espace Politique* [En ligne], 23, 2.
- GUILLOREL Hervé, 1989, « Des enfants terribles (Taylor et Johnston) au père fondateur (Siegfried). 70 ans de géographie électorale (1913-1983) », *Revue française de science politique*, 2, n°5, p. 57-68.
- JADOT Anne, BUSSI Michel, COLANGE Céline, FREIRE-DIAZ Sylvano, 2010, « Un outil d'analyse électorale en cours de création. Cartelec, un SIG au niveau des bureaux de vote français », *Le monde des cartes. Revue du comité français de cartographie*, Vol. 205, p. 81-98.
- JARDIN Antoine, 2014, « Le vote intermittent. Comment les ségrégations urbaines influencent-elles les comportements électoraux en Ile-de-France ? », *L'Espace Politique* [En ligne], 23, 2.
- JOSSELIN Didier, BOLOT J., CHATONNAY Pascal, 2000, « Optimisation de découpage territoriaux. Proposition de méthodes d'agrégation spatiale dirigée », *Revue Internationale de Géomatique*, Vol. 10, N° 3-4, p. 383–409.

LANCELOT Alain, 1968, *L'Absentionnisme électoral en France*, Paris, A. Colin.

LEIDNER Jochen L., LIEBERMAN Michael D., 2011, « Detecting Geographical References in the Form of Place Names and Associated Spatial Natural Language », *SIGSPATIAL Special*, Vol. 3, No. 2, p. 5-11.

LEVY Jacques, 2007, « Regarder, voir. Un discours informé sur la cartographie. », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 102, p. 131-40.

LOUVET Romain, MARCHAND-LAGIER Christèle, 2015, « Pistes pour mesurer la nature de la mal-inscription et comprendre ses effets différentiels sur la participation électorale », communication au 12ème Congrès de l'Association Française de Science Politique - Aix en Provence.

RAVENEL Loïc, BULEON Pascal, FOURQUET Jérôme, 2003, « Vote et distances aux villes lors des présidentielles 2002 », *Espaces, Populations, Sociétés*, vol.21, n°3, p. 469-482.

ROBINSON William S., 1950, « Ecological correlations and the behavior of individuals », *American Sociological Review*, vol. 15, n°3, p. 351-357.

SAINTY Jessica, 2012, « Les fabriques territoriales du raisonnement politique. Une analyse contextualisée dans quatre territoires de l'Isère (2007) », Thèse de doctorat en science politique, Université de Grenoble.

SAINTY Jessica, 2014, « Contextualiser les comportements politiques par le territoire. », *L'Espace Politique* [En ligne], 23, 2.

VAN HUYEN Do, 2015, *Les méthodes d'interpolation pour données sur zones*, Thèse de doctorat en mathématiques appliquées, Université de Toulouse.

YAHIAOUI Soumaya, JOSSELIN Didier, SANJUAN Eric, MARCHAND-LAGIER Christèle, DOUVINET Johnny, 2014, « Vérification et (re)construction automatiques des limites des bureaux de vote par l'étude des textes juridiques », communication à la Conférence internationale de géomatique et d'analyse spatiale – Sageo, Grenoble.

YAHIAOUI Soumaya, JOSSELIN Didier, SANJUAN Eric, MARCHAND-LAGIER Christèle, 2015, « Délimitation géométrique semi-automatique des bureaux de vote à partir de textes juridiques et d'information géographique numérique : enjeux et difficultés », communication au 12ème Congrès de l'Association Française de Science Politique - Aix en Provence.



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

U F R - I P
D R O I T,
É C O N O M I E,
G E S T I O N

>>>

Laboratoire
Biens, Normes, Contrats

Le Directeur

AVIS SUR LE PROJET DE RECHERCHE
CIVIDEN
CULTURE CIVIQUE ET DÉMOCRATIE
NUMÉRIQUE
A.A.P. AGOR@NTIC

Avignon, le 7 décembre 2015

Madame, Monsieur,

Le Laboratoire Biens Normes et Contrats apporte tout son soutien au projet Culture Civique et Démocratie Numérique (CIVIDEN), porté par notre nouvelle collègue de sciences politiques, Jessica Sainty, dans le cadre de l'appel à projet agor@ntic, s'inscrivant parfaitement dans l'axe 2 de la fédération de recherche. Ce soutien s'exprime également à travers le co-financement prévu du projet par le laboratoire.

Ce projet conforte les collaborations déjà fructueuses entre le LBNC, le LIA et l'UMR Espace. Si les sciences politiques sont au cœur du projet, le parti pris méthodologique (croisement des approches quantitatives et qualitatives) et les questionnements juridiques qu'il aborde, démontre également qu'il est d'un intérêt plus large pour toutes les disciplines représentées au sein du LBNC.

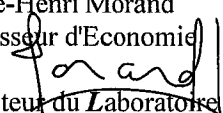
Outre les projets à moyen long terme, qui font de CiVideN une étape préalable d'un futur projet (ANR ou H2020), le matériau qui devraient résulter de l'étude constituera également une base de donnée extrêmement précieuse favorisant une connaissance spatialisée du territoire, et de sa population. Une telle base serait d'une extrême valeur pour d'autres études en sciences sociale

Contact
Pierre-Henri MORAND

Téléphone
+33(0)4 90 16 27 51

eMail
pierre-henri.morand@univ-avignon.fr

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
LABORATOIRE « BIENS, NORMES,
CONTRATS »
EA 3788
Campus centre-ville
Site Ste Marthe
74 rue Louis Pasteur
84029 AVIGNON CEDEX 1
Tél. + 33 (0)4 90 16 27 51
Fax. + 33 (0)4 90 16 27 54
sec-bnc@univ-avignon.fr
<http://www.univ-avignon.fr>

Pierre-Henri Morand
Professeur d'Economie

Directeur du Laboratoire Biens Normes et Contrats

